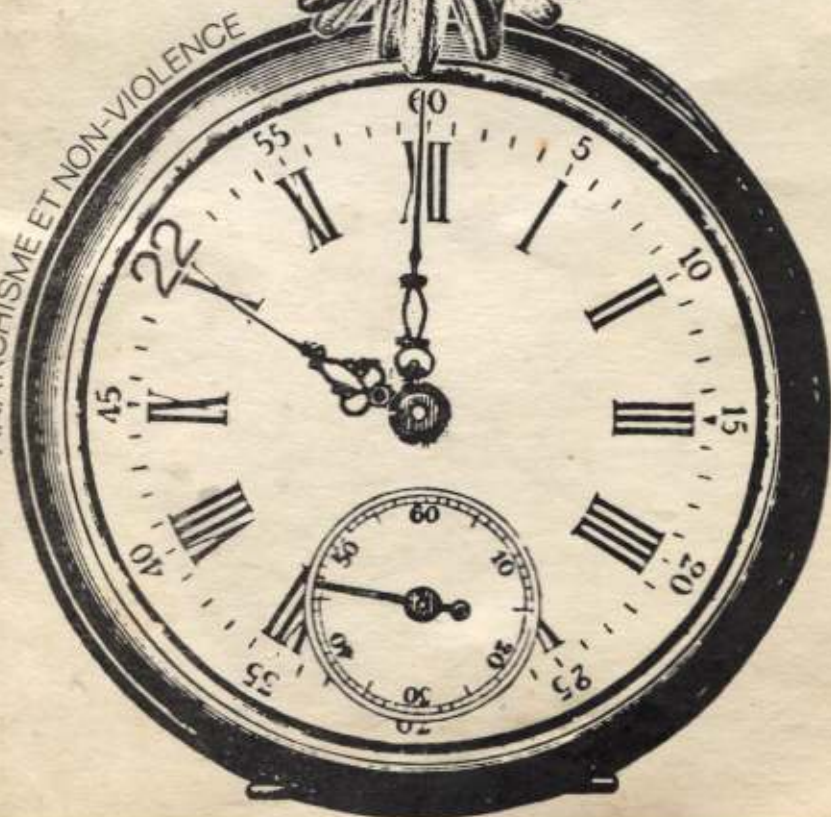


POUR UNE STRATEGIE DE LA REVOLUTION NON VIOLENTE

ANARCHISME ET NON-VIOLENCE



CLAUDE LE SCRIBE

stratégie de la révolution non violente par th. ebert

L'auteur, 32 ans, est docteur en philologie ; il a présenté en 1965 une thèse sur « l'insurrection non violente, une alternative à la guerre civile ». Depuis 1966, il est assistant en sociologie à l'institut Otto Suhr (sciences politiques) à l'université libre de Berlin.

Le texte qui suit est extrait de « Junge Kirche » (mai 1969), revue de la branche allemande du Mouvement international de la réconciliation. Il pose le problème, entre autres, de l'action non violente comparée à celle des gauchistes. La présentation, les notes, les commentaires sont le résultat d'une rencontre de travail qui s'est tenue dans les Vosges les 16, 17 et 18 mai 1970.

présentation

La publication de ce texte nous amène à poser de nouveau la question de notre orientation. En effet, on nous a déjà fait remarquer que nous nous laissions influencer par une certaine pensée religieuse, que d'autre part nous étions beaucoup plus non violents qu'anarchistes. C'est un fait établi que notre groupe s'est ouvert à des croyants, à des croyants qui se réclament de l'anarchisme. Lorsque nous dialoguons avec des chrétiens, lorsque nous acceptons « leurs » tactiques, nous ne pensons pas avoir de dettes envers le christianisme qui n'a pas le monopole de la non-violence.

Un de nos buts, et c'est en partie la raison de la publication du texte de Ebert, c'est de mettre en valeur l'anarchisme partiel qui vit dans la pensée et dans l'action de militants, notamment chrétiens, proches de nous, de le leur dire et d'exprimer notre accord pour aller plus loin. Mettre l'accent sur des domaines précis contenant des germes libertaires, aider à une prise de conscience, théoriser ce qui n'est qu'action de circonstances, n'est-ce pas travailler dans un sens qui est le nôtre ?

Il n'a jamais été question pour les anarchistes de faire la révolution seuls : la révolution a d'autant plus de valeur qu'elle est un mouvement profond et général, un soulèvement majoritaire qui, pour s'imposer, nécessite d'autant moins de violences. Barthélemy de Ligt reconnaissait la qualité de la révolution au minimum de violence manifestée, à son absence même. Quant à nous, en radicalisant notre exigence, en rajoutant la non-violence au projet initial de révolution anarchiste, il peut paraître que nous diminuons encore nos chances de réussite. Sans jamais bien nous expliquer à ce sujet, nous avons déjà dit que la non-violence présentait un potentiel libertaire, que les concordances avec l'anarchisme étaient nombreuses et les différences surtout liées aux traditions historiques respectives. Le thème de la révolution non violente pourtant n'a pas encore été sérieusement approfondi, ne serait-ce que pour confronter but et moyens avec ceux de la « société future anarchiste » et la façon d'y parvenir.

Le texte de Ebert et les propositions qui s'y trouvent peuvent être un jalon sur le chemin. Avec Ebert pas d'exotisme non violent à la façon indienne ; nous sommes en Europe, dans un pays industrialisé, au XX^e siècle. (Nous sommes aussi en plein folklore gauchiste.)

Ebert est protestant : certains passages sentent la « charité chrétienne », son langage n'est pas toujours le nôtre, son vocabulaire peut nous faire sourire, mais si une révolution non violente se met en marche, anarchiste ou pas, elle se fera aussi avec les croyants.

La tactique essentielle, et il n'est pas en cela original, c'est le boycottage de la société de consommation par les consommateurs. On rejoint là une question déjà discutée et posée d'une tout autre façon, mais qui n'a jamais, dans A.N.V., bénéficié d'une expression écrite ; nous résumions par la formule : non-violence = pauvreté.

La mise en échec de la société de consommation par le boycottage, son remplacement par une société de service, c'est un programme à étudier, à expliquer, à proposer comme plate-forme de combat. Parallèlement, Ebert propose la mise sur pied, la création de « territoires libérés ».

Mais toute collectivité humaine estimée comme valable implique sa défense : défense collective que nous souhaitons non violente.

Il s'agit donc aussi pour nous de voir dans quelle mesure des « structures libres », sinon libertaires, favorisent une défense collective non violente, s'il y a plus que de simples concordances entre certains aspects de l'anarchisme et certains aspects de la non-violence, si dans des notions comme : « révolution au ras du sol », création de double pouvoir, de pouvoir parallèle, de pouvoir du bas vers le haut, il n'y a pas coïncidence entre pouvoir non violent et pouvoir anarchiste.

A.N.V.



Le 9 juin 1967, jour de l'enterrement de Benno Ohnesorg, lors de son congrès de résistance à Hanovre, l'Opposition extra-parlementaire (APO) inaugura un grand débat sur la stratégie d'un changement social radical en Allemagne fédérale, et à Berlin-Ouest. Depuis ce congrès nous avons vu très peu, trop peu, de changements dans les méthodes essentielles de l'action. Dans l'ensemble, on reste fidèle aux « formes ritualisées de provocation » préconisées par Hans Jürgen Krahl, membre du SDS de Francfort.

L'escalade de la provocation aboutit à Pâques 1968 aux incidents devant les succursales des Editions Springer. On y franchit le seuil de la « violence contre les objets ». Le 4 novembre 1968, lors du procès de l'avocat Mahler, devant le Tribunal d'Honneur berlinois, on franchit même le seuil de la « violence contre les personnes » (que l'on s'était pourtant imposé de ne pas franchir auparavant) en lançant des pierres contre les policiers.

Pour Rudi Dutschke, ces provocations avaient pour but « d'ouvrir une brèche par laquelle nous pourrions introduire nos arguments ».

Depuis la fin de l'année 1968, ce que l'on appelle la « psychoterreur » se présente de moins en moins comme une attaque intellectuelle contre la sécurité de « l'establishment » ou une démonstration du pouvoir révolutionnaire de rechange préconisé par l'APO, mais bien plutôt comme un simple affrontement psychique et physique. Cette provocation était pour une bonne part la réponse à la répression exercée par le régime, mais au lieu d'ouvrir une brèche à des arguments, elle a eu pour conséquence l'éclatement, dans plusieurs villes universitaires, du mouvement de protestation tout en justifiant, aux yeux de l'opinion publique manipulée, la légitimité de nouvelles mesures de répression réactionnaires.

Certaines tentatives de changer totalement le style de ces provocations et de demander aux manifestants de se mettre, au préalable, d'accord sur un comportement strictement non violent, ne promettent, d'après les expériences berlinoises, que peu de succès. Considérées par des groupes extrémistes comme des entreprises concurrentielles, elles seront noyautées sans grand égard pour qui que ce soit. Quant à la population, elle est à un tel point conditionnée qu'aucune démonstration tumultueuse dans la rue n'ouvre plus la moindre brèche dans sa conscience.

Et tandis que l'APO enregistre de sévères chocs en retour, les guerres du Vietnam et du Biafra réclament toujours de nouvelles victimes, les dictateurs règnent inlassablement en Grèce, en Espagne, au Portugal, au Brésil, en Iran, l'opposition socialiste est opprimée dans les pays communistes qui pour ce faire se servent d'arguments contre la politique agressive de la République fédérale, les Noirs du pays le plus

commentaires et notes diverses

A partir de l'expérience gandhienne et autour de ce que l'on peut appeler l'idéologie non violente, des hommes comme Vinoba, Luther King, Dolci et bien d'autres ont fait surgir un projet : la révolution non violente. Vinoba, lui, a donné un début de réalisation ; pour Dolci le résultat est plus modeste. Quant à Luther King, l'idée ne se faisait jour qu'après une série d'actions avec des buts bien précis. L'Internationale des Résistants à la Guerre (I.R.G.),

organisation pacifiste et non violente, donne la « société non violente » comme but de son organisation.

Au siècle passé, Kropotkine et d'autres prévoient la révolution anarchiste comme imminente. S'il y eut des révolutions, si elles furent sociales, elles se caractérisaient essentiellement par leur jacobinisme, leur autoritarisme avec l'exception des magnifiques expériences d'Ukraine et d'Espagne qui finirent dans le sang.

Il est logique de se référer à Gandhi lorsque l'on cherche à élaborer une stratégie de la révolution non violente. En effet, par son action non violente radicale Gandhi, aidé par le peuple indien, est parvenu à mettre l'impérialisme anglais en échec.

Cependant, limiter toute référence sur l'action non violente à l'expérience de Gandhi ne nous paraît pas entièrement approprié. Il serait par exemple intéressant d'étudier les relations de Gandhi avec le parti du Congrès, parti qui détient toujours le pouvoir en Inde et

qui, malgré ses nombreuses références à Gandhi, n'a pas hésité une seconde à reconstituer une armée nationale.

Cette faillite de la pensée gandhienne dans le pays natal du promoteur pourrait être mise en parallèle avec la trahison de l'antimilitarisme par les dirigeants socialistes et syndicalistes en 1914, à la suite de l'assassinat de Jaurès. Il ne s'agit nullement de comparer Jaurès à Gandhi, mais de chercher à comprendre l'échec d'un mouvement d'idées qui souleva d'enthousiasme une grande partie du peuple indien.

riche du monde continuent à pourrir dans des ghettos misérables, et la course aux profits empêche chez nous aussi l'établissement de conditions de vie plus humaines. Or tous ces problèmes tout proches de nous, sont trop pressants pour que nous puissions nous permettre le luxe de pleurer sur les « occasions révolutionnaires manquées » et chercher la paix avec le régime existant en appliquant à « l'establishment » des réformes purement cosmétiques.

Nous avons besoin de méthodes d'action radicales susceptibles d'atteindre réellement le système capitaliste. Il me semble important que nous nous intéressions à des formes de lutte encore inconnues chez nous, dont entre autres le *boycottage par les consommateurs*. Nous en parlerons ici comme l'une des formes d'action immédiate. Nous nous efforcerons ensuite de présenter une stratégie d'ensemble de la révolution non violente ou plutôt de la réforme radicale et permanente de dépassement du système actuel.

les socialistes ? des consommateurs intégrés

Lorsque, le 18 février (1969), l'APO manifestait sur le Kurfürstendamm à Berlin contre la guerre américaine au Vietnam en criant « Ho-Ho-Ho Chi-minh » et en brandissant des posters de chefs socialistes célèbres, elle passait devant un magasin de mode masculine qui se servait pour sa publicité de posters semblables de Mao et de Ho Chi-minh. Personne ne semble avoir considéré cela comme une provocation. De nombreux gauchistes berlinois trouvent parfaitement normal de s'habiller selon le « Mao-look », de se vêtir de cuir et de se laisser pousser une barbe à la Che Guevara, de renoncer aux cigarettes « Peter Stuyvesant » en faveur des « sans filtre » de la « Main Rouge » (Roth-Händle). On reconnaît un « socialiste » berlinois à ce comportement qui ne fait pas le moindre mal à la société de consommation. Selon mon expérience personnelle, on dépense, lors des « teach-in » révolutionnaires, davantage d'argent en cigarettes et Coca-Cola qu'on n'en recueille pour le soutien des révolutionnaires en lutte. Je suppose que le budget d'un gauchiste ne se distingue guère de celui d'un réactionnaire de droite ayant les mêmes revenus. Même si le gauchiste choisit éventuellement d'autres marques que celui-ci, il n'en reste pas moins un consommateur parfaitement intégré.

Si, par-dessus le marché, il brise les vitrines (1) du Kaufhaus des Westens (qui valent quelque 200 000 DM), il accomplit pour la société de consommation un acte hautement méritoire. Car, même dans les prévisions de gaspillage planifié de Vance Packard, le verre à vitres est considéré comme inintéressant, parce que relativement résistant à l'usage et peu sensible à la mode. Aussi longtemps que les révolu-

Peut-être pourrait-on retrouver dans l'œuvre même de Gandhi l'explication que nous cherchons. En effet, Gandhi n'a jamais condamné de manière radicale le militarisme. Certains écrits parus dans « Young India » insistent même, pour une Inde indépendante, sur l'instauration d'une armée nationale.

Dès lors, il nous paraît dangereux d'isoler Gandhi et de le transformer en apôtre infaillible de la non-violence, et si l'apport de la philosophie indienne reste primordial dans l'élaboration de la théorie et de l'action non violentes par Gandhi, il reste malgré tout tributaire d'une tradition pacifiste occidentale, forgée à l'école du christianisme (*Discours sur la montagne*), La Boétie, Tolstoï et du mouvement révolutionnaire et antimilitariste avec qui il eut des contacts lors de son séjour en Angleterre en 1884.

Peut-on aussi, comme le fait Gandhi, inclure dans la pratique non violente cette notion de Brahmacharya — ou continence absolue — indispensable pour faire aboutir le satyagraha ?

Il est donc indispensable que l'on remette en question la conceptualisation de la non-violence par Gandhi, ainsi que le cheminement théorique de la non-violence chrétienne s'inspirant de Gandhi.

Mais l'important ne réside-t-il pas essentiellement au niveau de l'action sociale menée par Gandhi et de sa remise en question d'une certaine partie de la société indienne ? Il serait bien hasardeux d'affirmer que Gandhi mena en Inde une politique s'inspirant des traditions anarchistes : ses compromis avec le gouvernement anglais et avec le parti du Congrès prouvent le contraire. Pourtant, Gandhi s'efforça de conscientiser les masses paysannes, préconisant au niveau de l'organisation sociale, une fédération de communes libres et autonomes. Mais peut-on avancer réellement ce thème fédéraliste dans l'action non violente de Gandhi alors que toute pratique sociale en Inde reste dominée par la classification en castes et que toute la dialectique sociale propre à l'Occident n'est plus valable dans la société indienne traditionnelle ? Dès lors, il serait important de réétudier Gandhi, de le réactualiser aussi.

1

C'est un peu rapide de critiquer le bris de vitrines en arguant du fait que cela rentre dans le circuit économique de produc-

tion. Toute casse a une valeur psychologique, de démonstration pour les spectateurs. L'efficacité de tels actes reste à démontrer.

tionnaires ne feront que brandir des posters et des banderoles, qu'ils casseront, ici et là, quelque mobilier ou des carreaux, même s'ils incendient des voitures, ils ne toucheront aucunement au nerf vital du système. Bien au contraire, ils animent les affaires et soustraient ainsi indirectement de l'argent au secteur des services.

consommation et services

C'est là le succès le plus remarquable de la manipulation capitaliste qu'elle ait réussi jusqu'ici à suffisamment distraire les socialistes pour qu'ils ne tirent pas dans leur vie quotidienne de consommateurs les conséquences de leur critique du capitalisme. Le système capitaliste se distingue du socialisme en ceci, qu'il n'oriente pas ses investissements d'abord suivant les besoins humains mais suivant les profits que l'on peut attendre de l'investissement. Quant aux propriétaires des moyens de production, ils prétendent, en harmonie avec leurs intérêts spécifiques, que la recherche privée du profit est bénéfique au bien commun en assurant une satisfaction optimale des besoins de chacun. C'est le proche voisinage de régimes soi-disant socialistes mais qui orientent leur production essentiellement en vue du maintien du pouvoir de l'Etat, qui empêche les citoyens d'y trouver des arguments pour une critique de leur propre société de consommation (2). Ils ont, au contraire, tendance à considérer un système économique, basé sur l'augmentation du profit privé, comme le meilleur dans le meilleur des mondes.

C'est le mérite des journalistes scientifiques, comme Vance Packard, d'avoir mis à nu le « vieillissement » psychologiquement planifié des biens de consommation en parfait état de fonctionnement et leur élimination prématurée également planifiée en raison de vices de construction. Il est possible que les U.S.A. soient, en la matière, quelque peu en avance sur l'Allemagne fédérale, mais on nous pousse, nous aussi, vers une consommation de masse qui ne répond en rien à nos besoins véritables. Ceux-ci seraient bien plutôt de l'ordre des services, dans le développement de l'éducation, de l'enseignement, des sciences, dans celui des routes et des moyens de transport, dans la construction de jardins d'enfants, de maisons de retraite, d'installations sportives et d'hôpitaux, d'installations d'assainissement des eaux polluées de nos rivières, de la création de vastes parcs de protection de la nature et des paysages, et enfin de l'élimination de « l'inhospitalité de nos villes ». Et les services les plus urgents, ne devraient-ils pas être destinés au Tiers Monde, qui végète, en dessous d'un niveau minimal et pour qui un Allemand, même bénéficiaire de l'aide sociale, est encore un homme riche.

En attendant, l'industrie du tabac nous amène à dépenser bon an mal an sept milliards de DM en fumée bleue pour que grâce aux

2

La dénonciation de la société de consommation a été très difficilement comprise par le monde ouvrier en Mai 68. Car souvent, les critiques venaient de consommateurs privilégiés (les étudiants étant en presque totalité des fils de cadres moyens). Cette critique étant pourtant fondée, car dénonçant la « consommation dirigée ». Mais cependant le but à atteindre est une « société d'abondance » dans laquelle la consommation se fera en fonction des besoins réels. Cette nouvelle consommation « consciente » nécessite de la part des consommateurs eux-mêmes un abandon de leur léthargie. C'est ainsi que l'on assiste à la naissance de « sociétés de défense des consommateurs ». Mais il est possible et même probable que ces organismes de défense, en fin de compte jouent le rôle d'instrument stabilisateur des prix.

HB nous n'explosions pas trop vite et que grâce aux Peter Stuyvesant nous n'étouffions pas dans la puanteur de notre ville. Si l'on fait le bilan de toutes les dépenses en vêtements, en produits alimentaires, en alcool, cosmétiques, automobiles et équipement ménager que les Allemands croient indispensables pour mener une vie civilisée, il en résulterait tous les ans des sommes qui dépassent plusieurs fois les dépenses de la République fédérale pour l'assistance technique au Tiers Monde. Pendant la seule nuit de la Saint-Sylvestre, on dépense davantage en feux d'artifice que ne recueillent au cours de l'année des associations comme « Misereor », « Adveniat » ou « Pain pour le Monde ».

De ce point de vue, nos services rendus au Tiers Monde ressemblent bien plutôt à un procédé techniquement admirable de ramasser avec des instruments de précision les miettes tombées de la table du riche, de les décomposer en particules minuscules et de les tendre aux Lazare misérables que nous exploitons systématiquement par la manipulation des prix mondiaux des matières premières.

l'urne ou la caisse

De quel moyen dispose donc le citoyen d'une démocratie parlementaire pour obtenir que les investissements pour la consommation soient transférés sur le secteur des services ? Il y a une voie directe et une voie indirecte. Il peut être tenté d'exercer une influence indirecte en votant, au petit bonheur, pour l'un des nombreux partis qui offrent leurs services comme si c'étaient des produits de blanchissage. Mais il peut aussi faire usage de son droit de vote ou plutôt de son choix en tant que consommateur. Bien sûr, il peut y avoir des « séducteurs clandestins », mais c'est tout ce que le commerce libéral peut inventer : l'Etat le plus répressif ne peut pas forcer les citoyens à consommer.

Le citoyen, qui à Noël refuse d'investir la moitié ou seulement le quart de son salaire mensuel en cadeaux divers et qui décide d'envoyer les sommes correspondantes aux associations d'aide au Tiers Monde, frappe le système économique qui a pour but l'augmentation du profit privé. La diminution du chiffre d'affaires oblige le gouvernement à intervenir de manière à éviter un chômage éventuel, et en intervenant dans « l'économie libérale », il est presque inévitablement obligé de procéder à des investissements dans le secteur des services (3). Il lui est possible d'animer l'économie en construisant des écoles et des instituts de recherche, en embauchant des instituteurs, des professeurs et autant d'agents de police qu'il en faut pour un véritable service des citoyens. Même si l'on fait abstraction du service du Tiers Monde, il existe des objectifs immenses dans le secteur des services

Le boycott des consommateurs offre un autre argument pour les anarchistes : l'habituelle lutte antiparlementariste apparaît comme simplement négative à l'homme moyen ; le bulletin de vote reste pour lui la possibilité essentielle d'exprimer sa volonté. Entre l'urne et le fusil, entre le parlementarisme et la révolution armée, le boycottage est une solution à la prétendue alternative. Encore que le boycottage ne doive pas devenir un mot clé. Encore qu'il ne soit qu'une arme parmi d'autres armes non violentes.

3

Un peu naïf, car l'argent ainsi récupéré et envoyé directement au tiers monde, à quoi servirait-il ? Sinon à acheter aux pays industrialisés les produits que ceux-ci leur enverraient si gracieusement ! L'aide au tiers monde n'est en fin de compte qu'un élargissement des bonnes œuvres paroissiales.

intérieurs : construction de prisons modernes adaptées à la resocialisation des prisonniers⁽⁴⁾, organisation d'un service de santé suffisamment vaste, d'un environnement adapté aux besoins du nombre croissant des personnes âgées qui du point de vue de la course aux profits sont considérées comme des déchets sociaux alors que dans une société de service elles seraient comprises dans les forces créatrices de biens culturels et appréciées comme telles.

exemple

Nous disposons de modèles étrangers susceptibles de nous faire réfléchir sur le meilleur moyen de frapper « l'establishment » non pas à l'urne mais à sa caisse. Dans les Etats du Sud de l'Amérique et les ghettos du Nord, les Noirs ont boycotté certaines firmes pour les contraindre à renoncer aux barrières raciales dans le choix de leurs clients ou lors de l'embauche de leur personnel. En 1963, à Birmingham, le boycottage des magasins du centre de la ville était probablement plus important pour la combativité des Noirs que les marches de protestation spectaculaires dans les rues. Lorsque, en 1965, à Chicago, M. L. King n'obtint pas de changements suffisamment importants par le moyen des marches de masse, il obtint finalement, avec les pasteurs de Chicago, l'embauche de travailleurs de couleur dans différentes firmes blanches en organisant un mouvement de boycottage sélectif sous la forme de « l'action corbeille à pain ».

En Allemagne fédérale, un tel boycottage de la société de consommation et la transformation de la consommation, profitable à quelques-uns, en services vraiment utiles devrait s'orienter vers des buts beaucoup plus vastes que ceux visés par les Noirs américains, mais elle serait aussi d'autant plus difficile à organiser (...).

campagne « Noël chrétien »

Mais les paroisses devraient montrer, également, qu'elles s'opposent activement aux tendances aliénantes de la société de consommation.

Il me semble qu'elles montreraient plus aisément leur volonté d'instaurer une société de service, en préparant longtemps à l'avance une campagne « Noël chrétien ». Qui, parmi nous, ne s'est déjà dit en choisissant des cadeaux de Noël pour ses parents ou amis : « Au fond, il a tout ce qu'il lui faut ! » Alors, faute de mieux on choisit un objet de luxe, l'emballage de luxe pour les relations d'affaires, une cape de fourrure est remplacée par le manteau de fourrure, la vieille télé par une télé en couleurs, les boutons de manchettes en argent par d'autres en or, les bijoux artisanaux par les diamants du joaillier, le tapis industriel par un « fait main ». C'est ici que devrait s'amorcer la campagne, en dirigeant le refus de consommation vers l'aide aux

Prisons modernes ou prisons contemporaines ? Des prisons modernes nous en avons depuis 1500 comme l'époque du même nom. Des geôles contemporaines il y en a mais si peu... si peu... Mais maintenant le prisonnier a le choix : Etre frit au beurre comme au bon vieux temps, ou à la margarine malgré des préjugés qui nous coûtent cher !

Ecoles, prisons modernes, services de santé : on retrouve à plusieurs reprises dans ce texte l'idée qu'il faut transformer les institutions, améliorer les services, introduire la participation jusque dans les postes de police. De telles réformes, même radicales, peuvent-elles mettre en danger le système ?

Les institutions sont secrétées par un système social, dans lequel elles trouvent leur fondement, et qu'elles soutiennent à leur tour. Mais elles ne sont pas le système : on peut leur apporter beaucoup de réformes — rendre gratuits les hôpitaux et les universités, introduire la cogestion dans les services publics, etc. — sans rien toucher de fondamental.

Il y a certes une limite, un point de non-retour à partir duquel le système n'admet plus qu'on touche à ses institutions ; en particulier lorsque se pose la question de les supprimer — supprimer le service militaire obliga-

toire, puis l'armée ; le catéchisme, puis l'Eglise ; les tribunaux, puis la justice bourgeoise. A ce point se révèlent les contradictions essentielles du système, et ceux qui auront été mobilisés dans la lutte contre les institutions, qui y auront appris à militer, découvriront le fond du problème, le lieu de la lutte révolutionnaire.

Le simple désir de réformer, d'améliorer les institutions ne suffit pas à cela, il risque au contraire de voiler les contradictions essentielles. Ce peut donc être un champ d'expérience intéressant, au plus (cf. le paragraphe sur les « territoires libérés ») ; mais la transformation des institutions ne suffira pas à changer les structures sociales.

Enfin, la nouvelle société se créera elle-même des institutions nouvelles, plus ou moins stables, plus ou moins durables, plus ou moins organisées ; il n'est pas certain qu'elle en conserve d'anciennes.

pays sous-développés. Plus cette campagne serait préparée avec soin et de longue date, plus il serait facile d'éviter de problématiques actions de rue juste avant Noël.

En 1968, en Suède, on a improvisé une telle campagne : mais les perturbations organisées dans les grands magasins étaient des singeries qui irritaient les acheteurs sans pour autant nuire au chiffre d'affaires. Les expériences de Birmingham en 1963 nous prouvent que d'aimables distributeurs de tracts ont beaucoup plus de succès.

La paroisse protestante d'Alt-Tempelhof-Est à Berlin, lors d'un colloque paroissial, a décidé une telle campagne de Noël. Des membres des paroisses universitaires, protestante et catholique ont donné leur accord. On évoqua également l'organisation d'une marche de la faim, prévue sur la distance de Marathon de 42 km pour le 5 octobre 1969 à Kiel. Lors de cette marche, il devait s'agir d'obtenir de ses parents et amis pour chaque kilomètre parcouru une certaine somme pour les pays sous-développés.

De telles actions ne suffisent évidemment pas pour faire d'une société de consommation une société de service, mais elles sont susceptibles de préparer le terrain pour une attitude critique et un large mouvement de boycottage de la consommation en vue d'une réelle démocratisation de notre société. Il me faut maintenant indiquer en quoi cette stratégie du changement social radical mais non violent se distingue de la stratégie révolutionnaire du XIX^e siècle et des tactiques récentes de la guérilla.

la subversion violente est dépassée

Dans le « Manifeste communiste », Marx et Engels ont fait sur les méthodes révolutionnaires des déclarations apparemment définitives : « Les communistes déclarent franchement qu'ils ne peuvent atteindre leur but que par le renversement violent de l'ordre social actuel... ».

Il y a de nos jours de nombreux adhérents de la Nouvelle Gauche qui font de cette déclaration un absolu sans tenir compte de la situation historique changée et qu'Engels entrevoyait en précisant que « l'armement, la composition, l'organisation, la tactique et la stratégie dépendent avant tout et à chaque fois du niveau de production atteint et des moyens de communication ».

Si l'on s'interroge sur la stratégie d'un changement révolutionnaire en tenant compte du niveau actuel de la production, la conception d'un renversement violent n'apparaît plus que comme une solution anachronique dans une société industrielle moderne pratiquant une division extrême du travail. Dans son introduction aux écrits de Mao Tsé-toung, Sébastien Haffner a dit, en ce qui concerne la stra-



Le Centre d'action directe non violente, de Bruxelles, organisa un jeûne public de quatre jours à l'occasion des fêtes de Noël, en solidarité avec le Moratoire aux U.S.A. et tous ceux qui dans le monde entier prennent sur eux-mêmes les risques de protestations radicales, contre l'injustice des systèmes établis.

Le groupe était constitué d'une quinzaine de jeûneurs et d'une vingtaine de manifestants qui les soutenaient par une distribution de tracts en divers endroits de la ville.

Ces tracts expliquaient que nous participons tous implicitement à la destruction du Vietnam par la collaboration de notre pays à l'O.T.A.N. (budgets militaires, impôts, etc.), au pillage du Tiers Monde par nos mécanismes économiques, assistance technique, etc., que notre pays est directement concerné par la fabrication et la vente d'armements au Tiers Monde (Biafra, Israël, etc.) et ce malgré les belles dénégations de notre ministre des Affaires étrangères.

Cette action consistait en un « sit in » dans une galerie commerciale très fréquentée. Cet endroit étant « propriété privée », le gérant fit appel à la police

pour qu'elle disperse ces gêneurs. Une trentaine de policiers, dont certains armés de fusils, envahirent la galerie et tentèrent de séparer les manifestants.

Ceux-ci, devant une répression possible, avaient décidé — au préalable — de mettre en pratique une technique non violente, active et symbolique à la fois, qui consistait à rester sur place en se tenant solidement les uns aux autres.

Psychologiquement, cette attitude de non-agression envers les forces de l'ordre fit une impression favorable sur les passants, nombreux à cette heure, qui choqués par l'attitude de la police (fusils, matraques) prirent la défense des non-violents.

La police ne put effectivement arrêter cette manifestation et se retira sous la huée des passants.

Le centre d'action directe non violente

35, rue Van Elewijck
1050 - Bruxelles

regroupe, sur des bases non confessionnelles, des militants pacifistes du MIR, de l'IRG, du SCI, du MCP.

Après son action de Noël, le Centre s'est essoufflé en vaines querelles entre les tenants d'une « mystique » non violente, basée sur la recherche d'une théorisation de la non-violence et ceux qui recherchaient une praxis révolutionnaire au travers d'actions de type non violent.

tégie de guérilla dans les pays du Tiers Monde, que la « technique de vie très complexe... des pays hautement industrialisés interdit toute guerre populaire, puisque celle-ci, malgré l'importance de la motorisation, immobilise la population et freine l'action politico-militaire. L'homme isolé et même une masse composée d'hommes isolés ne peut s'exclure du réseau et de la dépendance économique propres à la civilisation hautement industrialisée sans courir aussitôt des risques mortels ».

Tous ceux qui de nos jours, jouent encore avec l'idée d'un renversement violent, devraient songer à ceci : « Une population qui dépend de la technique ressent la paralysie soudaine et durable de l'appareil technique comme une sorte de génocide : il en résulterait inévitablement la famine, des épidémies et la mort de foules innombrables.

D'ailleurs on peut supposer qu'on n'en viendrait pas là. En tenant compte de l'expérience de mai 68 en France, on peut supposer que la seule perspective d'un retour à l'enlèvement normal des ordures et à la distribution de l'essence serait suffisante pour jeter la population dans les bras des « forces de l'ordre » (5).

la longue marche

Les conditions matérielles du monde industriel moderne exigent de nouvelles méthodes révolutionnaires. Celles-ci doivent conduire à des changements radicaux des structures sociales sans pour autant entraîner des perturbations excessives des techniques vitales complexes. L'insurrection non violente est une de ces nouvelles méthodes révolutionnaire.

A la place du « renversement violent » qui n'était même pas tout à fait adapté au capitalisme florissant, on préconise en période de néo-capitalisme ou de capitalisme social la « longue marche à travers les institutions » (Rudi Dutschke).

Cette stratégie met l'accent sur l'exploitation de toutes les possibilités offertes par la démocratie formelle pour arriver à la démocratisation progressive d'institutions sociales isolées. On créerait ainsi le terrain permettant de mener avec la population un dialogue sur les objectifs de la « Nouvelle Gauche » en général et de l'APO en particulier.

Dans sa critique du « Grand Refus » de Marcuse, H. Th. Risse a fait remarquer « qu'une théorie critique de la société ne peut pas se passer d'un travail sur des objectifs concrets et qu'ainsi tout changement social n'est possible que dans des domaines bien délimités ».

Le programme ne démontre pas à notre avis le dépassement de la subversion violente; il démontre seulement la nécessité d'une rapide remise en route des services (alimentation, essence, communications) lors d'une grève générale révolutionnaire. Il ne faut pourtant pas que cette reprise de production aboutisse à l'autogestion du système capitaliste, car ce ne serait qu'une simple perpétuation des rapports de production existants.

Il est impossible de gérer le capitalisme différemment.

Il est très important d'analyser le rôle que joue l'automobile dans notre société et d'en tenir compte dans l'élaboration d'une stratégie révolutionnaire.

Il faut se rendre compte qu'en s'attaquant aux voitures elles-mêmes (en mai) ou en les immobilisant faute d'essence pendant une grève on déclenche une réaction affective violente. La voiture est devenue pour la presque totalité des gens dans notre société un but en soi plus qu'un moyen de se déplacer.

En effet, ils ont travaillé pour s'acheter une voiture. A travers cet objet ils auront l'impression d'atteindre un rang social plus élevé. Pourtant, à leur insu, s'est opéré un transfert affectif qui rend particulièrement traumatisante toute attaque directe ou indirecte contre leur voiture.

a) En soignant et bichonnant sa voiture, le conducteur moyen accomplit des gestes que, dans son foyer, il considère comme typiquement féminins, donc en dessous de sa dignité virile.

Or il suffit d'écouter parler de leur voiture ces mêmes hommes pour s'apercevoir qu'ils lui prêtent tant de vertus féminines que les agents de publicité ont exploité ce « couplage » voiture-femme. Au dernier Salon de l'auto, tous les reporters ont été frappés par le fait que chaque voiture était « ornée », d'une pin-up, hôtesses-démonstratrice, aguichante.

b) La voiture est aussi devenue moyen magique de se faire respecter, d'être quelqu'un.

Combien de conducteurs n'ont-ils pas l'impression, quand ils sont au volant, d'être les maîtres tout-puissants de leur destinée? Le conducteur prend sa revanche sur ce monde qu'il ne contrôle plus, qui lui est hostile et qui l'aliène. « Enfin, dit-il, quelque chose qui m'obéit. » En agissant violemment contre la voiture, on déclenche une espèce de choc avec tous les risques que cela comporte quand on le fait sans contrôle simultané.



territoires libérés

De telles domaines délimités ne peuvent pas être dissociés du contexte général de la société industrielle moderne. Ils doivent obligatoirement rester en « interaction » avec celle-ci s'ils veulent rester vivants et actifs, c'est-à-dire « contagieux ». Une telle « interaction » ne veut pas dire intégration dans un système que l'on prétend dépasser.

Même si temporairement on est obligé de s'adapter et de consentir à des compromis, on peut compter parmi les « territoires libérés » les institutions que l'on a réussi à transformer en une cellule de participation démocratique où toute manifestation de la volonté a lieu de bas en haut.

C'est en cela que consiste la stratégie de guérilla pour les métropoles, et celle-ci pourrait également être valable pour les villages où, techniquement parlant, la guérilla serait encore praticable. Dès qu'au sein d'une institution tous ses membres participent activement aux décisions qui les concernent, celle-ci devient capable, malgré des arrangements temporaires avec le système établi autoritaire et hiérarchisé, de se rassembler en vue de nouvelles offensives et de nouveaux élargissements des « territoires libérés ». Elle se protège contre l'intégration et par les structures de conseils et par la définition de ces objectifs socio-économiques (6).

bornes routières

Au cours de cette « longue marche à travers les institutions » nous avons besoin de bornes nous permettant de faire la distinction entre les progrès réels et les simples manœuvres d'adaptation technocratiques. Sur une distance moyenne, il peut s'agir pour les universités de nouveaux statuts sur une base tripartite (7) et pour les entreprises de la participation aux décisions patronales. Sur une plus longue perspective, il me semble particulièrement important de se donner pour objectif la transformation de la défense militaire en défense sociale, permettant, en cas de besoin, à des civils de défendre les institutions sociales démocratiques contre les coups d'Etat ou les agressions en faisant appel à des méthodes non violentes.

L'acceptation d'une telle perspective est dès à présent un critère qui nous permet de distinguer entre ceux qui ne voient dans les réformes qu'une possibilité d'atteindre une plus grande efficacité technocratique et ceux qui ont pour but une réforme radicale et permanente, la suppression de la domination de l'homme par l'homme.

Celui qui accepte pour objectif l'organisation de la défense sociale (8) se déclare aussitôt d'accord avec deux objectifs complémentaires : le

De quoi s'agit-il? Malgré l'emprise étatique et capitaliste, la société présente effectivement des « trous », c'est-à-dire des structures où le contrôle par le haut n'est pas ou peu possible et où la créativité par le bas peut se manifester. Il s'agit donc de déterminer ce qu'on entend par « territoires libérés », de les situer, de les mettre en valeur, de les radicaliser. Globalement, on peut dire que ce sont des formes autogestionnaires : universités « libres », coopératives, communautés diverses, « communes », collectivités, écoles Freinet (certaines maternelles), le Living theatre, etc. Ça peut être un milieu de culture ou de production. En tout cas, c'est un milieu de liberté, de confrontation, de progrès.

7

Il ne faut pas confondre participation même tripartite et « territoire libéré ». « Participation » : Ne voyons dans ce terme que le sens terre à terre du mot : participer au système de production capitaliste ; en aucun cas, la participation ne peut être une borne sur le chemin de la conquête des territoires.

8

L'organisation de la défense sociale ne peut se concevoir que pour la défense des acquis révolutionnaires. En effet, si Mai 68 avait abouti, on aurait eu affaire aux paras de Massu et aux chars de l'O.T.A.N. Même situation qu'à Prague. Il faut donc prévoir une telle éventualité et s'organiser en conséquence (des études ont été faites à ce sujet sous le titre tendancieux de « Défense nationale non violente »).

6

A ce propos, les « territoires » de production ne peuvent véritablement être des « territoires libérés », car libérer un secteur de production, ne peut se faire qu'en libérant le système lui-même.

On ne peut véritablement parler de territoires libérés que pour les territoires culturels : cinéma, théâtre, M.J.C., foyers, crèches, universités à la rigueur, hors du système de production. Ebert nous semble incomplet ; car pour nous la conquête d'un territoire et de sa gestion révolutionnaire ne peut se poursuivre à l'infini. Il faut, avant que la récupération ne reprenne le

renoncement à l'appareil militaire comme instrument de la discipline intérieure et l'acceptation, en cas de besoin, de l'action autonome des institutions émancipées, c'est-à-dire du « pouvoir par la base ».

la révolution au ras du sol

Cette « longue marche à travers les institutions », cette réforme radicale permanente, ce processus de longue haleine de démantèlement du pouvoir établi ne sont qu'apparemment plus longs que le « renversement violent ». La technique non violente a, par rapport au « renversement violent », l'avantage de résoudre simultanément deux problèmes que celui-ci est obligé d'attaquer successivement, si toutefois il peut les résoudre : pour la stratégie de la révolution non violente, il n'existe pas de primat de la prise du pouvoir politique, permettant de rattraper la révolution de la société par le moyen d'une « dictature éducative ». Pour la révolution non violente, il ne peut y avoir que simultanéité et parallélisme entre la révolution sociale et la révolution politique. De nombreux étudiants de l'APO pensent avoir appris ce concept de la simultanéité de la révolution sociale et politique chez Mao ; c'est du moins ce que S. Haffner essaie de démontrer dans son analyse des tendances révolutionnaires chez les étudiants berlinois. « La révolution de Mao... n'était pas une offensive frontale contre le pouvoir de l'Etat, mais la lente construction d'un pouvoir contraire d'abord insaisissable, au ras du sol. Sans doute ne peut-on pas transposer sans plus la méthode de Mao sur le terrain d'une société hautement industrialisée ; mais les principes de son action... la transformation révolutionnaire de secteurs particulièrement vulnérables de la société au lieu d'une attaque directe contre le pouvoir de l'Etat... inspirent instinctivement et très efficacement les actions actuelles en Europe. En ce sens, les jeunes Européens peuvent être considérés comme des élèves de Mao, qu'ils le sachent ou non » (9).

Mais si l'on tient davantage compte de la pratique que de cette interprétation-là, on constate avec bien plus de raisons encore que les étudiants sont les élèves de Gandhi. La « révolution au ras du sol », c'est-à-dire la transformation radicale d'une société par le moyen de la démocratisation successive de ses institutions de bas en haut, était sa propre conception de la révolution, et c'est dans ce sens qu'il a cherché à infléchir la politique indienne jusqu'à sa mort. Cette conception l'a conduit à toujours s'opposer aux politiciens du Congrès qui recherchaient une prise du pouvoir non violente par le haut et non, comme le voulait Gandhi, par le bas, par une république de conseils, de coopératives (...).

La conception révolutionnaire de Gandhi est d'autant plus proche de celle de l'APO, qu'à la différence de Mao, Gandhi ne l'entendait

dessus, passer à la troisième étape qui est celle du sabotage.

Sabotage n'est pas forcément destruction des locaux mais départ des forces révolutionnaires, départ volontaire et non forcé, démontrant ainsi l'impossibilité de gérer un fragment du système et le caractère pétrifiant de celui-ci.

Le « territoire libéré » a pour rôle d'étudier et d'éduquer les

militants et la masse aux nouvelles normes de gestion. Après le sabotage, il faut entrevoir le repli des forces révolutionnaires. Nous semble intéressant la formation d'une « armée de libération ». Armée à la fois militante non violente pour conquérir de nouveaux territoires, et plus classique pour la défense des acquis révolutionnaires.

9

Gandhi dit à Ebert : « Récupère Mao » et il le fit !

pas sur le plan territorial, mais sur le plan social. Il ne cherchait pas à créer des régions libérées, mais à démocratiser ouvertement et non violemment des institutions déjà existantes (...).

guérilla non violente

Cette « longue marche » n'implique pas la nécessité pour les institutions de mener leur démocratisation d'une manière spectaculaire. Dans la règle, cette démocratisation fondamentale dans une démocratie formelle devra passer par des élections et des votes précédés de pourparlers.

Les interventions dramatiques telles qu'occupations (go-in), grèves de la faim et protestations assises n'ont toute leur valeur qu'au cas où il devient nécessaire de porter à la connaissance du public les conflits existants entre les tenants du pouvoir et les initiatives de la base d'une institution, et lorsque seule une pression non violente massive semble capable d'amener les « établis » à s'adapter au nouveau système à instaurer.

D'ailleurs, on peut, à la rigueur, comparer la révolution non violente avec la guérilla à condition toutefois de remplacer les points d'appui de la guérilla par des « institutions libérées », et les territoires libérés par des complexes d'institutions sociales, comme des universités ou des syndicats. Cependant il sera plus difficile de dire si une institution est véritablement « libérée » ou encore sous le contrôle de l'establishment, qu'il ne l'est pour la guérilla ; il arrive, en effet fréquemment que de vastes territoires d'un pays soient tirillés entre les deux camps et que l'on ne puisse dire de petits secteurs s'ils sont entièrement contrôlés par l'un ou par l'autre (10).

l'usurpation civile

La suite de notre discussion sur les compromis entre les « établis » et les « insurgés » devrait tenir compte de l'élargissement des institutions libérées sur l'ensemble du pays soit dans le cadre d'élections, soit par le moyen de manifestations de masse ou d'occupations non violentes des entreprises et administrations... méthodes par lesquelles le pouvoir passe entre les mains des insurgés.

Il ne s'agit pas pour nous d'une sorte de putsch non violent, œuvre d'une élite gauchiste ou d'un « grand refus » sous forme de grève générale, mais d'une « usurpation civile ». Cela veut dire que loin de cesser le travail, les insurgés prennent eux-mêmes l'organisation du travail en main selon les méthodes du système social qu'ils préconisent et c'est l'ampleur de cette action qui force les détenteurs actuels du pouvoir à s'adapter aux structures créées par les insurgés.

Pour la conquête d'un « fuoco » (foyer révolutionnaire), il faut envisager une stratégie qui, quoique fonction de la situation intérieure et extérieure, restera relativement toujours la même. Il y aura une escalade dans la non-violence. Souvent il y aura d'abord coopération, afin de connaître les problèmes qui se posent dans l'institution et d'agir en conséquence.

Coopération ne signifie pas participation à la gestion. Puis on passera au stade de la contestation, soit générale soit particulière, qui, suivant les circonstances, amènera à une gestion révolutionnaire ou à une autre période de coopération. Entendons-nous bien, cette stratégie ne peut s'appliquer qu'à des institutions périphériques au secteur de production. Si la conquête et la libération de territoires extérieurs à la production peut et doit se faire à n'importe quel moment, la remise en marche des usines occupées ne peut se faire avec quelque chance de succès qu'en période révolutionnaire. Alors s'il y a essai de reprise des usines occupées par le pouvoir, le problème de la résistance non violente se posera avec acuité. L'option « sabotage des moyens de production » devra avoir été envisagée dès le commencement de l'occupation. Elle pourrait s'avérer la meilleure défense.

Cela signifierait, par exemple, pour les universités que ni les étudiants ni les professeurs de gauche ne se mettent en grève mais qu'ils prennent la machine universitaire sous leur propre régie. Les choses se passeraient de la même manière pour les ouvriers et employés des entreprises, les journalistes des salles de rédaction et les agents des postes de police.

Sans aucun doute faut-il compter avec les sanctions par lesquelles les gouvernants essaieront de stopper un tel développement. Mais c'est là que se dessine l'originalité d'une telle conception : les insurgés se servent exclusivement de méthodes de combat non violentes et ils ne s'opposent pas non plus par la violence aux sanctions des gouvernants. Ces deux caractéristiques de la nouvelle stratégie révolutionnaire nécessitent des commentaires plus détaillés.

exclusivité des moyens non violents

La première caractéristique de la stratégie non violente consiste dans le fait que l'adversaire est formellement averti de ce que les insurgés n'emploient pas les moyens violents, ni à titre expérimental, ni à titre provisoire, mais que leurs méthodes de combat resteront non violentes jusqu'au niveau extrême de l'escalade. Nehru déclara le 12 octobre 1930 à Ahmedabad : « Le vice-roi anglais aux Indes sait que le parti du Congrès a décidé après des délibérations prolongées de s'engager dans une voie non violente et qu'il lui restera fidèle ». L'APO allemande n'a pas réussi, jusqu'ici, à prendre une décision semblable, parce qu'il lui manque les conditions institutionnelles pour les « discussions publiques sur l'aspect organisationnel des manifestations de combat », réclamées aussi par Rudi Dutschke (11).

Des révolutionnaires tels que Gandhi ou M. L. King ont pris la décision d'employer exclusivement des méthodes non violentes pour les raisons suivantes. Premièrement, ils étaient convaincus que seule une telle déclaration de principe pouvait convaincre l'adversaire de ce qu'il n'avait rien à craindre pour sa propre existence et que le système post-révolutionnaire lui réserverait une place et une place acceptable.

En second lieu, ils étaient convaincus que les méthodes non violentes étaient pleinement équivalentes aux méthodes d'insurrection armée et que si la non-coopération, la désobéissance civile et l'usurpation civile n'ont pu montrer jusqu'ici leur pleine efficacité c'était à cause de conditions d'organisation précaires ou parce qu'elles étaient appliquées selon une stratégie conçue d'après les méthodes de la guerre civile armée.

Les gouvernants, informés du caractère rigoureusement non violent de la lutte insurrectionnelle, doivent être convaincus que les insurgés

11

Toute promesse de s'en tenir à la non-violence ne peut engager que ceux qui la font. Une telle proclamation a pour but essentiel, non de rassurer le pouvoir quant à son sort futur, mais de l'empêcher de légitimer sa répression.

Il est évident que la possibilité d'un débordement ne doit pas être exclue. Déjà dans l'histoire de la non-violence, une action qui remportait un succès certain a été arrêtée à cause des risques de débordement. (Cf. « Une nouvelle force de frappe », de Jo Pyronnet.)

apprécient à leur juste valeur leurs capacités constructives et leur savoir et qu'ils les respecteront dans leur dignité humaine.

esclaves du système et non des fantoches

King et Gandhi admettent certainement que leurs adversaires (et leurs adeptes manipulés) sont les « esclaves du système » et que les « structures économiques les détournent de leur vocation humaine », mais ils ne les considèrent jamais comme des fantoches déterminés par l'économie (12). C'est là l'un des aspects essentiels de leur stratégie. La stratégie de la guérilla et celle de l'insurrection non violente ont ceci de commun qu'elles essaient de gagner par la propagande des alliés parmi les groupes dont les intérêts sont proches des leurs. Mais elles se distinguent fondamentalement l'une de l'autre lorsqu'il s'agit de leurs relations avec leurs adversaires déclarés. Gandhi et King partent de l'hypothèse que tout adversaire peut être convaincu de ses intérêts humains véritables si seulement on lui oppose un ensemble intelligent d'appels à sa conscience et de pressions non violentes et si on lui propose une alternative en état de fonctionnement ; il peut ainsi être amené à s'adapter au système social préconisé par les insurgés.

Mao et Guevara au contraire affirment que les systèmes sociaux qu'ils combattent ne se laissent transformer que par le moyen de la destruction physique de leurs principaux représentants. Aussi Guevara doit-il voir dans la haine l'un des moteurs du combat, « cette haine de l'ennemi qui pousse les hommes au-delà de leurs limites naturelles et les transforme en machines à tuer efficaces, violentes, sélectives et froides ».

De telles phrases sont effroyables et le médecin Guevara n'a pas dû les écrire de gaieté de cœur, il ne se serait pas consciemment exposé à la critique s'il n'avait pas vu un problème dans cette transformation de révolutionnaires humanistes en machines à tuer, et s'il n'avait pas espéré qu'on lui propose une solution de rechange. On devrait en tenir compte plutôt que de s'indigner à bon compte en tirant des parallèles hâtives avec la machine à tuer fasciste. Les fascistes ont l'habitude d'entourer leurs crimes par une phraséologie rassurante du genre « traitement spécial » ou « solution finale » (13).

différence entre système et personne

Il nous faut opposer la conception de Gandhi et de King à celle de Guevara, car leur stratégie exige une distinction nette entre le système et les hommes qui le représentent (14). On peut haïr un système,

« To be or not to be ». Fantôme stéréotypé. Ebert, comme Gandhi et Luther-King, répond en bon matérialiste (!) que les tenants du pouvoir et leurs valets sont seulement des esclaves des structures. Et nous nous empressons de continuer son raisonnement en disant que le prolétariat, en se libérant, les libérera aussi. Cela posé en postulat, nous refusons d'apprécier leur capacité constructive de quelque façon que ce soit, si ce n'est en potentialité, et encore moins de leur laisser une place privilégiée dans la société à venir.

Ben alors y'en a des systèmes dans son texte ! Le problème c'est qu'on n'a pas trouvé notre système à nous dans ce paragraphe. Peut-être simplement parce que nous n'en avons pas. Nous n'apportons pas un nouveau catéchisme. Il y a assez de curés sur terre, les plus dangereux n'ayant pas de soutane. Les structures qui se mettront en place au cours de la lutte ne seront valables que dans la mesure où elles seront ressenties comme une nécessité vécue. Alors, de ce seul fait, elles seront incompréhensibles pour le conservateur qui les verra du dehors. Il s'agirait pour nous

De tout temps les chrétiens ont essayé de récupérer le Guevara du moment. La tentative d'Ebert ne nous étonnera pas. Il faut bien reconnaître que des anars ont essayé de récupérer Jésus-Christ. Cela n'a rien changé à la valeur de leurs églises respectives. C'est toujours malhonnête d'ajouter des « si » et des « quand » à un personnage pour lui faire dire ce qu'il n'a pas dit. On a même dit que le « Che » était chrétien car la haine est tout près de l'amour... Allons enfants de la patrie !

de les rendre intelligibles mais, de grâce, foutons-nous du « qu'en dira-t-on » ! Il n'y aura de véritable mobilisation de masse qu'en période insurrectionnelle. Il faut en la matière se méfier de tout volontarisme. Pour renverser la société, il ne suffit pas de vouloir, il faut que les conditions économiques et culturelles soient remplies. Pour plus de développement, adressez-vous à votre théoricien patienté ! La désobéissance civile n'est pas seulement s'asseoir par terre, elle peut prendre d'autres formes : refus de l'impôt, boycottage, grèves de la faim, objection de conscience.

quant à ses représentants, il faut qu'on les approche avec « compréhension et avec une bonne volonté créatrice et capable de pardon ».

Cela ne signifie en rien que Gandhi et King auraient espéré convaincre leurs adversaires par le seul moyen des appels à la conscience. Ils envisagent simultanément des mesures de non-coopération, d'usurpation civile susceptibles d'isoler leurs adversaires de la masse et de les amener progressivement à l'acceptation du nouveau système social qu'ils préconisent.

On a fréquemment émis des critiques sur les actions non violentes en les considérant comme des appels moralisants passablement naïfs, mais on n'a tenu aucun compte de la théorie avancée de l'action non violente. Celle-ci tient parfaitement compte des pressions qu'exercent sur les protagonistes leurs rôles au sein du système économique, seulement elle se refuse de figer l'adversaire dans le masque d'un fantoche historiquement déterminé. Car l'usurpation civile crée, en fin de compte, des structures sociales nouvelles où même de prétendus fantoches pourraient inventer de nouveaux comportements.

Les insurgés non violents opposent au système combattu une alternative constructive. Cela implique que l'on prouve consciencieusement le fonctionnement possible du nouveau système et qu'on fasse la démonstration par des initiatives concrètes de justifications historiques.

C'est ainsi que l'on tiendra compte des craintes d'adversaires conservateurs qui hésitent à s'engager sur des voies incertaines. Cela ne signifie cependant nullement que les insurgés soient obligés d'intégrer leurs institutions de rechange dans le système existant, cela signifie seulement que l'on tient compte des exigences de l'adversaire concernant le bon fonctionnement d'un système et que l'on « dose les initiatives révolutionnaires de telle manière qu'il ne réagisse pas obligatoirement par la panique ».

king : action non violente militante

Cette volonté de distinguer entre le système adverse que l'on combat et la personne adverse que l'on respecte est née, comme je viens de le dire, chez Gandhi et King à cause de leur conviction que l'action non violente n'est en rien inférieure à l'action violente. Les actions non violentes ne consistent évidemment pas seulement en marches de protestation ou grèves de la faim, mais en « blocages assis », grèves et usurpations civiles. Chaque fois que dans ses derniers discours M. L. King parlait d'action militante non violente il avait en vue des initiatives de combat qui devaient atteindre la vie adaptée et manipulée bien plus durablement que les quelques pierres ou les cocktails Molotov.

Il est absolument nécessaire de mettre au point un certain nombre de choses à propos de Martin Luther King. Il est trop considéré comme un magicien qui à partir de rien a créé le plus grand mouvement non violent de ces vingt-cinq dernières années.

La situation qui existe aux U.S.A. se rapproche beaucoup d'un schéma colonial, situation similaire à celle de l'Inde. Pour des raisons économiques et au nom d'une idéologie raciste, une ethnie (blanche en l'occurrence) en oppresse une autre (noire).

Cette situation spécifique rendra plus facile l'appel au boycottage d'autobus ou de magasins. Le combat pour les droits civiques se rapprochera beaucoup plus d'un combat de « libération nationale » que d'une lutte de classe réelle. Les séparatistes noirs continueront cette analyse de la « libération nationale » qui prendra en conséquence une couleur très nettement raciste et sera totalement artificielle. Les Blancs autant que les Noirs sont en réalité des occupants de territoires ne leur appartenant pas originellement.

Avant de passer à un essai d'analyse plus poussée des structures organisationnelles du Mouvement des droits civiques, il faudrait situer ce mouvement dans la gauche américaine. S'il y a eu une gauche avant la guerre de 40, on peut dire qu'à la sortie de la guerre froide (1934) la gauche a été complète-

ment décapitée par Mac Carthy et sa commission. Seuls restent un P.C. stalinien réduit à une poignée de fanatiques et des groupuscules trotskistes.

Le Mouvement des droits civiques sera à l'origine du renouveau de la nouvelle gauche américaine.

La plupart des leaders des nouveaux groupes gauchistes blancs ou noirs ainsi que ceux qui militent dans l'armée sont issus du mouvement des droits civiques.

Depuis déjà de longues années, dès leur arrivée aux U.S.A., les Noirs sont organisés. Ils le sont d'une façon passive et répressive. En effet, les vellétés de révolte seront annihilées par ces pasteurs blancs puis noirs qui prêchent une religion de soumission sur la terre, « vallée de larmes », pour atteindre une liberté sans limites dans la « Jérusalem céleste » (cf. Negro spirituals). Cela conduit à une organisation de paroisse. Les paroisses, protestantes pour la plupart et délimitées géographiquement, rassemblent quelques centaines de gens, chacune vivant et s'auto-gérant depuis de longues années et souvent depuis plusieurs générations. Cela du fait de la non-mobilité de la main-d'œuvre.

Les Américains appellent ces paroisses des « communities ». La notion de communauté se retrouve tout au long des ouvrages se rapportant au mouvement non violent américain. C'est à partir de cette base organisée que le mouvement pour

désobéissance civile

Dans l'un de ses derniers discours, M. L. King a proposé la désobéissance civile de masse par les chômeurs et les « sous-employés » de manière à faire évoluer le problème des taudis du Nord des Etats-Unis par le pouvoir de la base. Il songea en premier au blocage des centres urbains par des milliers de grévistes assis ; assis devant et à l'intérieur des usines, et à un grand campement de chômeurs de couleur à Washington. Il justifiait de telles mesures de contrainte en disant : « Nous refusons comme moyens de lutte et l'insurrection armée et les supplications inutiles adressées à un gouvernement qui ne veut pas entendre... Il nous faut passer à la désobéissance civile. Il nous faut empêcher une ville de fonctionner sans pour autant la détruire, et cela peut être plus efficace que des émeutes parce que la désobéissance civile peut être soutenue plus longtemps et que, si elle est coûteuse, elle n'est pourtant pas aveuglément destructrice. En outre il est plus difficile pour un gouvernement d'intervenir contre la désobéissance civile avec des méthodes répressives trop massives. La désobéissance civile de masse peut également tirer profit de la colère pour en faire une force constructive et créatrice. Il est inutile de recommander aux Noirs de ne pas se mettre en colère lorsqu'ils le sont effectivement. Il est même plus sain pour le psychisme humain de ne pas refouler sa colère mais de la transformer en énergie constructive et pacifique, pleine de vigueur, capable d'empêcher le fonctionnement normal d'une ville répressive ».

Le pasteur King savait qu'il serait très difficile d'organiser la désobéissance civile de masse. Gandhi, en 1922, avait dû interrompre sa première campagne de désobéissance civile parce que des Indiens exaspérés du Chauri Chaura avaient abattu plusieurs policiers. Mais King était convaincu qu'un comportement réellement non violent lors d'une action de désobéissance civile « pourrait prendre les proportions d'un séisme, sans que l'on ait allumé une seule allumette ou tiré un seul coup de fusil ».

limites de la pression non violente

Ce serait pourtant une erreur que de ne voir dans la désobéissance que son aspect de contrainte. Elle est simultanément une tentative de persuasion : elle fait toujours également appel aux sentiments les plus nobles de ceux que l'on met sous pression. Celui qui exerce une pression non violente s'expose sans réserve à la violence des oppresseurs... en supposant que ceux-ci ne seront à la longue ni moralement ni matériellement en état de réprimer la révolte non violente. Le but essentiel des initiatives de pression non violente entreprises par des

les droits civiques sera lancé dans le Sud. Il suffira à King et à ses amis de convaincre les dirigeants des communautés pour les jeter dans la lutte.

C'est la raison pour laquelle on a peu ou pas compris la création du S.C.L.C. (Conférence des leaders chrétiens du Sud) qui sera en fait une organisation de type fédéral rassemblant des communautés à travers leurs leaders.

Quand Luther King déplacera son action dans le Nord, ce schéma lui fera défaut. Cela explique en partie l'échec de son action à Chicago. En effet, l'organisation traditionnelle n'existe plus. L'implantation des Noirs est relativement récente. Comme partout ailleurs la montée à la ville, l'intégration dans un autre style de travail (industrie), la mobilité de la main-d'œuvre, la misère des ghettos amènent la dissolution d'une civilisation, d'une morale et d'une culture traditionnelles.

Pour les anarchistes, l'ennemi le plus dangereux ce sont l'Etat, le patronat, le capital ; les hommes qui détiennent le pouvoir sont corrompus par lui, mais pas fondamentalement mauvais.

Pour les chrétiens non violents, quakers, Mouvement de la réconciliation, Arche, le principe d'« aller parler aux puissants », de se sacrifier pour « susciter

Ces structures différentes amèneront le Mouvement des droits civiques à se radicaliser et à se syndicaliser, tandis que Luther King trouvera la mort au cours de son combat pour les éboueurs de Birmingham. Pour bien comprendre ce qui s'est passé aux U.S.A. dans le Mouvement pour les droits civiques, autant au niveau de l'action que de l'esprit, il semble indispensable de prendre connaissance d'un livre récemment publié par nos amis belges de l'Internationale des résistants à la guerre. Ce « manuel d'action directe » est le résumé de ces années de luttes. Il est une analyse profonde et une dissection de l'action menée, et par là même un manuel pour l'action à venir. Si toute une partie consacrée à la lutte anti-raciste nous semble étrangère, celle relative aux actions de rue ne peut que nous être utile. De même le chapitre consacré aux mesures de sécurité à prendre dans le sud des U.S.A. nous sera profitable dans notre pays de plus en plus policier.

un changement dans les dispositions émotionnelles des observateurs » est depuis longtemps favorisé : il s'agit de faire comprendre à ceux qui ont le pouvoir (politique ou économique) qu'ils doivent l'utiliser en faveur des déshérités, des exploités, des opprimés, et non contre eux. La révolution par le bas aidée par ceux du haut : n'y a-t-il pas contradiction ?

minorités, c'est de gagner la sympathie de la majorité de la population aux convictions de l'opposition et d'empêcher, en attendant l'exécution des décisions gouvernementales par des engagements coûteux et l'exploitation de toutes les possibilités organisationnelles.

Gene Sharp, le théoricien américain le plus remarquable de l'action non violente, a cependant attiré l'attention sur les limites de ces actions de pression en commentant des observations du « Committee of 100 » anglais. Il a longuement expliqué pourquoi toute minorité est obligée de conquérir la majorité et pourquoi une sorte de « putsch non violent » est impossible. « Ceux qui s'imaginent qu'ils pourraient devenir des « jacobins gandhistes » et, en tant que minorité clairvoyante imposer leur volonté à la majorité qui croit à la politique actuelle, n'ont manifestement rien compris à la nature de l'action non violente et conservent des idées inadmissibles et dangereuses au plus haut degré » (15).

Sharp conçoit une éventualité où une minorité bien organisée obtiendrait par une tactique d'obstruction la démission d'un gouvernement, mais il tient une telle action pour myope et finalement peu prometteuse. « La minorité, par sa tactique d'obstruction, ne risque que de s'aliéner la sympathie de la majorité qui seule l'amènerait à considérer le point de vue de la minorité d'une manière ouverte. On assisterait à l'installation d'un nouveau régime qui, tout en continuant la politique ancienne, opprimerait énergiquement la minorité, soit par la voie constitutionnelle soit par le moyen d'un putsch. Une minorité n'ayant en vue que le blocage de l'action gouvernementale est appelée à devenir une minorité toujours plus mince, ayant des « chances de moins en moins grandes d'atteindre son but ».

coalition avec des libéraux

M. L. King a précisé dans ses propositions de désobéissance civile qu'il faudrait éviter la polarisation de la société autour de groupes extrémistes. La désobéissance vraiment civile et prête au sacrifice doit exercer sa pression morale et matérielle de telle manière qu'elle déclenche un mouvement de solidarité allant de la gauche jusque largement vers le centre, en évitant de donner aux conservateurs des prétextes pour la formation d'organisations de « défense civique ». King avait espéré que la désobéissance civile « n'exclurait pas une politique de coalition (c'est-à-dire l'entente politique avec des libéraux blancs — Th. Ebert) mais la soutiendrait plutôt » (16).

En dehors d'une politique de coalition, la collaboration entre des groupes légalistes et la désobéissance civile pourra se faire aussi bien indirectement, de telle manière que les modérés mettent sous pression

Nous ne rejetons certes pas le principe du respect de l'ennemi; on pourrait citer Bakounine à l'appui : « Le socialisme fera une guerre inexorable aux positions sociales, non aux hommes; et une fois ces positions détruites et brisées, les hommes qui les avaient occupées, désarmés et privés de tous les moyens d'action, seront devenus inoffensifs et beaucoup moins puissants, je vous l'assure, que le plus ignorant ouvrier; car leur puissance actuelle ne réside pas en eux-mêmes, dans leur valeur intrinsèque, mais dans leur richesse et dans l'appui de l'Etat ».

Mais la contradiction d'Ebert réside dans les priorités. Une fois de plus il semble prendre les choses par le mauvais bout : il est assurément important que par des actions non violentes nous arrivions à faire prendre conscience aux gouvernants, mais ne s'agit-il pas d'abord de gagner des alliés immédiats parmi les exploités, les victimes du système? C'est vers ceux-là que nos actions doivent se diriger, pour mettre à l'épreuve la force de la non-violence, pour la faire assumer par le grand nombre. Si nous arrivons à les gagner à nos méthodes, alors nous n'aurons plus besoin de nous charger de nos ennemis.

Tout à fait d'accord avec toi, Ebert! Le rôle de l'action non violente n'est pas de mener à un putsch sans violence. On ne ferait alors que changer de gouvernement. Les exemples connus de prise non violente du pouvoir : Nehru, N'Krumah, le prouvent. Il est certain que tout bouleversement amène un changement de gouvernement; les non-violents, anars ou pas, n'ont pas à y participer.

Les alliances avec les libéraux ne sont pas à rejeter, au contraire. Mais elles ne peuvent se faire que négativement, c'est-à-dire contre quelque chose : la répression par exemple. Alliance au niveau des moyens et non des buts, elle aura son utilité au moment où la répression s'abattra. En effet, n'ayant pas coupé tous les ponts avec le pouvoir, ils auront alors un rôle d'avocat.

les conservateurs, quitte à tirer argument de l'augmentation des éléments radicaux. C'est le mérite de Lewis Coser d'avoir attiré l'attention sur cette influence indirecte des radicaux et des modérés. Il voit dans l'emploi de la violence par les extrémistes une condition essentielle du succès éventuel de l'action des modérés. Mais il faut ici corriger son analyse. Le mécanisme qu'il a observé fonctionne encore beaucoup plus rapidement, plus sûrement, lors d'actions directes non violentes. En effet, les actions non violentes provoquent bien moins la solidarité des éléments conservateurs et les modérés n'ont nullement besoin de prendre leurs distances par rapport aux radicaux. Coser a omis d'insister sur le fait que la réaction conservatrice aux actions violentes est susceptible de bloquer même des mesures progressistes modérées ; s'il n'en était pas ainsi, le système des « agents provocateurs » n'aurait joué aucun rôle dans l'histoire des conflits internes.

exclusion de l'autodéfense violente

Si le refus de toute méthode de combat autre que non violente découle de la certitude de la force inhérente à la non-violence, la deuxième caractéristique de toute campagne non violente s'appuie, elle aussi, sur des considérations stratégiques précises. L'acceptation par les insurgés de supporter les sanctions des gouvernants sans avoir recours à la légitime défense violente est l'aspect aussi populaire que généralement mal interprété des soulèvements non violents.

Une telle acceptation du sacrifice n'a pas son origine dans une obéissance incoercible aux autorités ni dans une conscience insuffisante de l'illégitimité des sanctions, mais dans un calcul bien raisonné. Etant donné le contrôle gouvernemental sur les moyens de communication de masse et les tendances à la soumission aux autorités chez l'ensemble de la population, il est plus que vraisemblable que toute tentative d'autodéfense contre les brutalités policières serait interprétée comme une tentative d'agression de la part des manifestants. Si, au contraire, les manifestants annoncent à l'avance leur intention de mener une action directe radicalement non violente, ils n'ont pas à prouver, eux qu'ils étaient en situation d'autodéfense, mais c'est au pouvoir de justifier les moyens qu'il emploie. Or c'est ce renversement et cette mise en cause des gouvernants qui est l'un des buts psychologiques de l'action directe (17). Si les manifestants cèdent devant les sanctions des gouvernants, ils renoncent du même coup à l'exploitation du facteur émotionnel en faveur de leur tentative d'information. Les manifestants n'ont pas pour seul objectif la provocation et l'argumentation, mais également la cristallisation d'un mouvement de sympathie.

17

L'échec même des mesures d'autodéfense violente a été illustré par la répression criminelle qui s'est abattue sur le Parti des Black Panthers. Issus du Mouvement des droits civiques ils refusèrent le principe de non-violence totale. Le pouvoir américain détourna alors cette notion d'autodéfense violente en celle d'agression délibérée et conditionna l'opinion pour la préparer à accepter la décapitation du parti.



esprit de sacrifice calculé

Lorsque ceux à qui s'adresse la manifestation sont fermés à tout argument rationnel en raison des manipulations de toute sorte qu'ils ont subies, il faut souvent l'esprit de sacrifice et la souffrance volontaire des insurgés pour entamer le mur des préjugés et pour susciter un changement dans les dispositions émotionnelles des observateurs.

On reproche souvent à ceux qui se réclament d'actions non violentes qu'ils parlent trop de leurs méthodes et pas assez de leurs objectifs politiques. Ce reproche est justifié chez certains libéraux ou pacifistes, mais d'une manière générale il me semble que l'on doit se tenir à la règle : si les manifestants veulent attirer l'attention du public sur les buts de leur action, il leur faut réfléchir eux-mêmes sur les méthodes qu'ils emploient. Sinon, il peut arriver que le public ne parle que des méthodes et les manifestants que du contenu politique de leur action.

Lors d'actions violentes il arrive facilement que les groupements interpellés soient écartelés entre la raison et le sentiment et que les réactions émotionnelles empêchent les solutions rationnelles du conflit. Lors d'actions physiquement non violentes et formellement « civiles », l'élément émotif soutient généralement l'argument rationnel. La stratégie de M. K. Ghandi et de M. L. King était caractérisée par le fait qu'une population imperméable à l'argumentation rationnelle devait être ébranlée non seulement par des moyens de pression non violents mais aussi et surtout par l'appel aux sentiments. « J'ai découvert que le simple appel à la raison ne rencontre aucun écho là où des préjugés séculaires existent et s'appuient sur une prétendue autorité. La raison a besoin de se fortifier au contact de la souffrance, et c'est la souffrance qui rend les yeux capables de comprendre. » (Gandhi) (18).

pas de recherche des coupables

Une telle acceptation de la souffrance ne doit pas conduire les manifestants à se considérer comme des martyrs en puissance. Mais de telles réflexions peuvent les amener à considérer les sacrifices inévitables méthodiquement et sans haine, mais en songeant au but poursuivi.

Une telle volonté de supporter sans défense des sanctions injustes permet finalement aux insurgés de faire comprendre aux gouvernants qu'il ne leur importe pas de se venger pour l'exploitation subie préalablement, ni pour la répression ou l'aliénation, mais qu'il s'agit pour eux de l'établissement d'un ordre nouveau et juste. Etre prêt à oublier

La notion de sacrifice n'est pas étrangère à l'anarchisme, pourtant elle se différencie fondamentalement des idées chrétiennes, du sacrifice des uns pour le salut des autres. L'anarchiste se sacrifie pour une idée, en un mot, c'est un sacrifice égoïste. En 1886, l'anarchiste Reinsdorff, après son attentat manqué contre le Kaiser Guillaume I^{er}, déclara : « Si j'avais dix têtes, je les sacrifierais pour la lutte contre la société égoïste, lâche et corrompue ».

Effectivement, Ebert a raison de souligner le rôle des spectateurs. La non-violence ne peut qu'attirer l'attention et la retenir positivement. Au niveau des manifestants, elle évite la panique, elle peut ralentir le cours des événements, permettre de réagir en conséquence et surtout elle peut éviter les dangers de provocations diverses. A ce sujet, l'élaboration de techniques d'agression psychique non violente mises au point par le Living Theatre nous paraît intéressante. Par exemple une ligne de personnes, poing tendu en forme de pistolet, tirent sur une autre ligne de personnes qui s'abattent, touchées à mort. La scène se reproduit jusqu'à la manifestation du public.

le passé et à ne pas poursuivre des coupables devrait généralement avoir pour résultat que les groupements hostiles, impliqués dans une culpabilité importante, puissent oser s'engager dans une « nouvelle étape », côte à côte avec les insurgés (19).

Les manifestants, qui par une tactique de mouvement ou par la rupture de barrières essaient de mettre en échec les forces de police, font en réalité le jeu de celles-ci, car à la longue c'est toujours la police qui est la mieux entraînée et la mieux armée. Plus les manifestants s'affublent de costumes révolutionnaires ou jouent à la guerre civile comme les étudiants Zengakua japonais, plus ils empêchent la population qui les observe à reconnaître en eux des citoyens moyens avec lesquels elle devrait s'identifier, et plus ils lui interdisent, en voyant leurs formes d'action, de conclure que l'objectif original de l'action pourrait les intéresser eux aussi. En faisant l'expérience théorique d'une escalade de casques, boucliers et perches, on en vient, au beau milieu du vingtième siècle, à l'image absurde des batailles moyen-âgeuses entre chevaliers cuirassés de pied en cap.

Les Noirs du mouvement pour les droits civiques aux U.S.A. et les adversaires de l'armement atomique du « Committee of 100 » anglais ont fait des marches partiellement illégales et des protestations assises dans les centres des villes. Par leur discipline dans la désobéissance et leur détermination à supporter les sacrifices, ils se sont efforcés de faire comprendre à la population manipulée qu'ils ne s'opposaient pas à tout ordre mais seulement au « désordre établi » et qu'ils étaient en train de manifester par devoir de conscience et non pas parce que manifester « c'est passionnant et c'est marrant » (Wolfgang Lefèvre, SDS/1966).

la non-violence, position radicale

La plupart du temps, ceux des membres de l'APO qui seraient également prêts à passer à l'action violente se considèrent comme particulièrement radicaux. Quant à moi, je pense que pour un socialiste humaniste et pour un démocrate il ne peut pas y avoir de position plus radicale que celle de chercher délibérément à atteindre l'objectif révolutionnaire par des moyens non violents. C'est là la seule voie par laquelle nous pouvons manifester notre confiance lucide dans les possibilités d'amendement chez nos adversaires et la méfiance permanente envers les justifications de nos positions propres. Pour le dire autrement, je pense que seule l'élimination de toute violence nous permet d'élargir constamment notre propre compréhension des interrelations sociales.

Gandhi et King ont renoncé à l'emploi de la violence en avouant que,

Lors de libérations nationales, la chasse aux coupables s'est toujours transformée en épuration sanglante donnant lieu à des règlements de compte particuliers. De nos jours, l'Etat a tellement renforcé ses moyens de répression que les « valets du pouvoir » sont devenus légion. Une épuration sanglante équivaldrait à un mini-génocide. Il faut éliminer toute possibilité de nuire aux alliés du pouvoir défunt, sans pour autant les tuer ou les mettre en prison.

Il a toujours été reproché aux manifestants non violents leur folklore qui contribue à empêcher les spectateurs de s'identifier à eux. Il faut dire qu'un tel folklore est bien éloigné des tenues des Zengakuren japonais ou des groupes de chocs étudiants actuels. Peut-être un jour faudra-t-il que les non-violents hirsutes se rasent pour obtenir une plus grande efficacité... et vivent les coiffeurs, ma mère !

Eh oui, ça pue le curé ! Pourtant il serait intéressant de faire une critique du langage que nous employons couramment. Nous nous apercevons de sa dimension religieuse profonde. Nous sommes, que nous le voulions ou non, christianisés culturellement. Il est très difficile de se détacher d'une civilisation millénaire. Nous risquons de la remplacer par un système de pensée totalement artificiel.

même s'ils faisaient les efforts les plus intenses en vue de l'analyse d'une situation, ils ne pouvaient jamais atteindre qu'une compréhension partielle et de ce fait commettre des erreurs de jugement, quoi qu'ils fassent. Un tel aveu des limites de leur propre savoir ne les amenait pourtant nullement à renoncer à l'action. Le Groupe de recherche 28 de l'Université Critique, en annonçant son programme pour le semestre d'été 1968, a déclaré ceci : « La méthode de l'action directe non violente permet l'action même dans des situations conflictuelles ne permettant pas une définition tout à fait nette, car en cas d'erreur de prévision ce sont en première ligne les acteurs de l'action eux-mêmes qui en supportent les conséquences. Renoncer à la violence et à la simulation permet un affrontement rationnel puisque de cette manière on ne court pas le risque d'actions de combat qui deviendraient un but en elles-mêmes et qui imposeraient et la simulation idéologique et le renoncement à toute autocritique. Au contraire on conserve ainsi toutes les chances pour une réflexion permanente et la modification des plans d'action ».

critique de la violence « émancipatrice »

Le refus de la violence se présente ainsi comme la condition même de toute démocratie de participation car l'emploi de la violence rend impossible toute discussion publique avant, pendant et après l'action.

Nous voyons les raisons de notre adhésion à la non-violence d'une part dans la crainte devant la mise en œuvre d'un entraînement pathologique et d'autre part dans notre conviction que l'on ne peut pas lutter pour une démocratie des hommes libres et égaux en la suspendant temporairement.

Les actions violentes d'un groupe de l'APO conduisent, au moins au début, à la mise en échec des mécanismes de contrôle démocratiques et, lorsqu'elles sont appliquées et planifiées systématiquement par des groupes de personnes plus nombreux, à des structures de commandement hiérarchisées. Des incendies politiques et des jets de pierre sur des barrages de police ne peuvent être discutés avant ou pendant l'action, et après l'action on rencontre des difficultés certaines à les discuter publiquement. La planification d'actions terroristes, comme le bris de vitres de logements, l'enlèvement d'un procureur de la République ou d'un politicien transformerait l'actuelle APO en organisation clandestine. Cela aurait pour conséquences que même des ordres incompréhensibles seraient exécutés pour des raisons de sécurité et que la peur des mouchards agirait sur l'atmosphère interne des organisations de combat en suscitant la méfiance de tous envers tous.

Au cas où une telle organisation révolutionnaire, hiérarchiquement



S'agit-il de commencer le processus révolutionnaire, comme le propose Ebert, par une simple conscientisation au niveau des besoins de démocratisation des institutions culturelles, ou, selon un schéma, disons matérialiste, de poursuivre une action de désaliénation pratique au niveau des véritables détenteurs des forces de production : le prolétariat, ouvrier ou paysan ?

Un des buts que nous assignons à la révolution n'est-il pas d'éliminer les couches parasites et exploiteuses, et de généraliser la participation active et collective à la gestion d'une société de service ?

S'attacher, comme le fait Ebert, à vouloir libérer des institutions de type culturel (université, école, théâtre, presse, etc.), bien qu'une telle lutte puisse conscientiser de nouvelles couches de la population, et donc de former de nouveaux « militants », est de nature secondaire et ne tend donc que d'une manière fort sommaire à la libération des institutions vitales d'aide socio-économique.

structurée et fonctionnant selon des mécanismes de commandement et obéissance prendrait le pouvoir, les sommets d'un tel « mouvement de libération » seraient entre les mains d'éléments incontrôlés. Il existe alors le danger permanent que ces éléments puissent refuser de rendre leur pouvoir au peuple et qu'ils tirent argument d'un état d'urgence, généralement réel après des luttes violentes, pour le garder bien en main. Il est même courant qu'après des mouvements de libération violents on assiste dans les rangs même des libérateurs à des règlements de compte entre fractions et à des purges sanglantes. Les exemples des révolutions russe et algérienne sont faits pour nous mettre en garde. Il nous semble que l'on devrait également avoir une attitude critique vis-à-vis de la révolution chinoise. On peut supposer que le véritable garant de l'ordre et le détenteur du pouvoir après la révolution culturelle en Chine ne sera nul autre que l'armée.

Lorsqu'en mars 1963, on demanda à Kenneth Kaunda, qui devint le Président du Conseil de la Zambie, pourquoi il ne prenait pas modèle sur la guerre de libération algérienne, il répondit : « Si nous combattons en employant la violence et si même nous atteignons dans un an ou deux ce que nous voulons, nous aurons néanmoins semé la méfiance dans notre pays. Ceux qui ne sont pas d'accord avec nous y auraient trouvé un modèle d'action politique et ils s'efforceraient de fomenter un putsch. L'histoire nous démontre que les méthodes que quelqu'un emploie pour atteindre son but sont également celles qu'emploient d'autres personnes pour le lui arracher » (interview « Peace News » 4-1963).

En calculant froidement les chances de la violence révolutionnaire on en vient à conclure avec le Hollandais Barthélemy de Ligt : « Plus il y a de violence, moins il y a de révolution ». En se rendant à une telle évidence, on libère l'imagination et déclenche et active un processus réellement révolutionnaire. On confirme l'inscription de la révolte française de mai 1968 : « L'imagination prend le pouvoir ! ».

On ne gaspille plus temps et forces à des spéculations et expérimentations dans le domaine de la prétendue violence révolutionnaire. L'adhésion rigoureuse à la non-violence — dans une perspective chrétienne de la force libératrice de l'amour et de la souffrance consentie — ne peut que conférer à l'action des révolutionnaires professionnels non violents une pleine force de persuasion. Leur hardiesse aura alors ses fondements dans l'espoir que les moyens non violents offrent des possibilités illimitées d'établir et d'étendre le pouvoir par la base. Gandhi a dit : « Un soldat ne combat avec une détermination irrésistible que s'il a fait sauter les ponts derrière lui et qu'il a brûlé ses vaisseaux. Il en va de même pour le soldat de l'action non violente ».

En effet, le problème de la lutte anticapitaliste est posé en des termes fort peu clairs : concertation avec le patronat à un premier stade, autogestion à un stade ultérieur non précisé d'ailleurs. Or, nous semble-t-il, préciser les possibilités d'action du prolétariat contre l'exploitant capitaliste devient nécessaire dès que l'on pose n'importe quelle revendication sociale ou même culturelle de type révolutionnaire.

Il est clair, pour nous, que la révolution véritable ne peut s'engendrer que par une révolte radicale du prolétariat contre les formes d'exploitation mises en place par le capitalisme moderne (technocratie avancée, syndicalisme intégré) et par une organisation autonome des luttes au travers d'organismes (conseils ouvriers, conseils de quartiers, etc.) dont les travailleurs assumeront eux-mêmes le contrôle et le fonctionnement.

Cependant, ce qui actuellement manque le plus pour favoriser la radicalisation de la classe ouvrière, ce sont des informations objectives, des liaisons inter-entreprises éclairant les travailleurs sur les luttes engagées dans d'autres entreprises, créant ainsi un climat de solidarité effective.

Ce serait dans une telle direction qu'une stratégie non violente de la révolution, basée sur l'inévitable lutte de classe, devrait être précisée.

recherches libertaires

Proposée au congrès de la Fédération anarchiste en 1964, par le groupe de Strasbourg, la rubrique « Recherches libertaires » du mensuel de la F.A., « le Monde libertaire », se voulait l'expression écrite de groupes de recherches issus de la fédération ; ces groupes — qui finalement ne virent jamais le jour, les « anciens », à quelques rares exceptions près, possédant la vérité, ne voyaient aucun intérêt à la chose, les « jeunes », eux, n'avaient pas le temps... — ces groupes donc, se proposaient la recherche, la traduction, la présentation de travaux, d'études restés peu connus, la confrontation des hypothèses et analyses fondamentales de l'anarchisme avec les méthodes et acquisitions des sciences humaines et sociales actuelles, la recherche systématique. Il s'agissait donc de combler un vide qui se faisait et se fait encore sentir. Malgré l'échec au niveau des groupes, quelques militants se mirent individuellement à la tâche, quelques articles parurent dans le « M. L. », les résultats furent des plus minimes, seul un groupe parisien, « la Tribune d'action culturelle », contribua à la continuation de l'expérience. Expérience, qui s'attirant l'hostilité de nombreux camarades de la F. A., pouvait difficilement se poursuivre par le biais du « M. L. ». Dès le congrès de 1966, l'offensive en règle est menée contre une tentative manifestant l'ambition suspectée d'intégrer à l'anarchisme des idées extérieures.

Changeant alors leurs batteries, la T.A.C. et Strasbourg proposent la création d'un bulletin publiant des articles jugés trop « arides » pour le « M. L. », ou suspects d'hérésie. Curieusement, cette proposition provoqua un mouvement d'intérêt inattendu, cristallisation — momentanée — des oppositions au sein de la F.A. En décembre 67, « R. L. » n° 1, verra le jour. Dans ce numéro, les camarades se définissent comme suit :

présentation

« Ce bulletin a l'ambition d'être le support d'une véritable discussion théorique au sein du mouvement libertaire. Si nous ressentons le besoin de cette discussion, c'est que nous constatons que les anarchistes sont bien souvent désarmés lorsqu'il s'agit de faire une analyse politique ou lorsqu'il faut se situer par rapport à certains mouvements, comme par exemple l'existentialisme, le surréalisme, le syndicalisme, le situationnisme. L'analyse se trouve souvent escamotée par

une méconnaissance des faits et des idées, ce qui conduit à un rejet ou un engouement aussi factices l'un que l'autre. Nous pensons qu'un examen des différents mouvements et des idées propres au XX^e siècle doit précéder toute analyse politique. C'est pourquoi nous nous attachons, dès ce premier numéro à quelques thèmes qui nous paraissent essentiels : psychanalyse, marxisme-anarchisme, syndicalisme. Cette liste n'est nullement close. Nous pensons que l'élargissement du cercle de discussion amènera d'autres thèmes essentiels.

La discussion doit s'engager à travers ces questions, ne peut être le fait d'un petit groupe, aussi bien pour des raisons pratiques évidentes que pour des raisons théoriques : toute discussion limitée à un petit cénacle aboutit au dogmatisme et au court-circuitage d'une partie des problèmes. Nous avons précisé qu'il n'y aurait aucune censure. Il est cependant évident que pour des raisons matérielles une priorité sera donnée aux articles qui apporteront des éléments aux discussions en cours. Une discussion est d'abord un échange, il serait peu efficace que chacun exprimât ses idées sans tenir compte de celles des autres. Le but de ce bulletin est d'arriver à des synthèses qui permettent alors de s'exprimer vers l'extérieur. »

encore l'histoire

La petite d'abord...

Sur la lancée de la déclaration que vous venez de lire plus haut, « R. L. » confectionné par les soins des camarades de la T.A.C. parut quatre fois, à la parution du quatrième numéro un petit événement bouscula les anars : la scission de la F.A. La T.A.C., comme Strasbourg et bien d'autres groupes, se retrouvèrent dans la nature, tentèrent une liaison « scissionniste » qui dura ce que durent les roses... et se posèrent la question de savoir s'il fallait continuer ou pas :

« Pour ce qui est de « R.L. » il nous faut replacer cette tentative dans une perspective révolutionnaire. Initialement bulletin de discussion limité aux anarchistes, il a attiré des lecteurs, et quand nous disons lecteurs nous entendons des camarades désireux de connaître les idées anarchistes et les positions anarchistes sur les problèmes actuels. « R. L. » tel qu'il est conçu ne peut rester dans cette ambiguïté. Devons-nous limiter notre diffusion au milieu anar ? Devons-nous essayer de poser les problèmes dans ce cadre ? Une discussion, une communication est-elle possible aujourd'hui dans le milieu anarchiste ? Devons-nous essayer de poser les questions par-delà les traditions anarchistes ? Quel sens pourrait avoir une communication avec les autres groupuscules révolutionnaires ? « R. L. » n'est-il pas en fait une survivance de ce qu'a été l'anarchisme ces dernières années : une étiquette, un drapeau, une idéologie qui donne une réponse à tout sans s'interroger sur elle-même... »

La réponse à toutes ces questions ne tarda pas, la T.A.C. renonça à la continuation de « R. L. » malgré l'opposition du groupe de Strasbourg qui reçut l'héritage en essayant de poursuivre l'expérience. Parut alors, début 68, un numéro spécial « Pourquoi continuer » qui reprecise la volonté de recherches, de dialogues (l'ouverture dans la continuité, quoi !) :

« Nous voulons nous aussi développer le dialogue, mais en acceptant que les lecteurs n'entrent que peu à peu dans le jeu. Nous savons que différents camarades poursuivent des recherches sur l'anarchisme, son histoire, sur les champs d'études qu'offre à la pensée libertaire le mouvement des sciences de l'homme. Nous voulons leur offrir un moyen d'expression, un outil de travail, nous voulons développer un travail d'équipe. Et nous supposons que ces contributions pourront être pour d'autres un moyen d'information, une incitation à la réflexion et à la discussion. Nous essayerons d'échapper à l'asphyxie du petit cénacle en provoquant des apports, en nous adressant à différents groupes pour leur demander d'exposer leurs conceptions, leurs méthodes d'action... En schématisant à l'excès nous pourrions dire qu'une attitude volontariste succède à une attitude spontanéiste. Nous croyons moins en la possibilité de notre entreprise qu'en sa nécessité. Ceci dit, nous reprenons à notre compte certaines des règles définies par la T.A.C. :

- Ne parler que si l'on a quelque chose à dire.
- Ne parler que de ce que l'on connaît.
- Ne parler que si l'on essaie d'être entendu.
- Ne parler que si l'on a des chances d'être entendu.

la grande...

La discussion à peine entamée autour des prises de positions du numéro spécial « Pourquoi continuer », voici qu'éclate la « Révolution de Mai ». Nous ne nous en plaignons pas... mais celle-ci nous a conduits un moment à l'hésitation, et puis d'autres préoccupations nous ont fait oublier « R. L. » un temps. Un temps seulement, très vite nous nous sommes convaincus que notre tentative devenait plus nécessaire que jamais. Nous l'avons résumée une fois de plus dans le numéro 5 paru fin 69 : « Nous avons reçu un certain nombre de réponses mais c'étaient toujours des lettres de lecteurs, et non de collaborateurs. Nous tenons bien sûr à être lus. Nous tenons aussi et surtout à publier d'autres textes que les nôtres, à provoquer des discussions et des études, à constituer des réseaux de correspondants et des groupes de travail ».

Depuis ce cinquième numéro, nous avons enfin vu s'amorcer deux débats de nature différente, l'un autour du texte de notre camarade Cohenny (« Responsabilité sociale de l'architecte »), l'autre autour

de celui de Furth (« L'anarchie positive »). Le sixième numéro qui vient de paraître est essentiellement composé de ces débats.

Le grand nombre de demandes d'échange de revues qui nous a été demandé depuis le début de l'année, les contacts qui s'établissent avec la « Tendance anarchiste communiste du MR », avec « Anarchisme et non-violence », avec le Centre international de recherche sur l'anarchisme, etc., nous font espérer que le débat n'est pas près d'être clos, que nous touchons... peut-être au but, que nous avons eu raison de nous accrocher à cette entreprise qui pourrait déboucher sur une revitalisation d'une véritable culture libertaire.

Sommaire de « R. L. » n° 6.

- Editorial,
- Quelques considérations métathéoriques suivies de « Note sur anarchisme et marxisme »,
- Sur la « théorie anarchiste spécifique »,
- Un marxisme libertaire ?
- Un anarchisme réformiste ?
- L'individualisme social,
- Wilhelm Reich aujourd'hui,
- La responsabilité sociale de l'architecte.

A. PIRON

10, rue Joseph-Weydmann

67 - STRASBOURG-MEINAU

Abonnement (4 numéros) : 10 francs. Le numéro 2,50 F.

ERNESTAN, « Pages choisies » :

Valeur de la liberté — Le socialisme contre l'autorité
Socialisme et humanisme

Le volume : 190 pages. Prix : 6 F

LA RUCHE OUVRIERE, 10, rue de Montmorency, PARIS 3^e

La réédition des textes d'ERNESTAN par la RUCHE OUVRIERE nous paraît particulièrement intéressante. Ernestan s'efforce de présenter une apologie du socialisme libertaire qui soit nettement distincte de l'analyse matérialiste. Cette recherche d'une formulation scientifique nouvelle de l'humanisme libertaire pourrait servir de base à une approche philosophique de la non-violence définie selon l'éthique libertaire.

« Anarchisme et Non-Violence » n'est pas seulement une revue; les camarades qui l'animent s'emploient à entretenir entre eux et autour d'eux un dialogue permanent.

Dans ce but les correspondants locaux se tiennent à la disposition de ceux qui à travers la lecture de la revue s'intéressent à ce courant de pensée et désirent s'associer de plus près à nos études, à nos recherches et à nos tentatives d'action.

CORRESPONDANTS LOCAUX

ARDENNES : J. Turquin, 85, rte de Mézières, 08-Prix-lès-Mézières.

BAS-RHIN : P. Sommermeyer, 37, bd d'Anvers, 67 - Strasbourg.

EURE : M. Bouquet, 283, rue du Moulin-des-Murailles, 27 - Verneuil.

HAUTE-GARONNE : D. Besançon, Cornebarrieu, 31 - Blagnac.

PARIS : A. Bernard, 22, allée de la Fontaine, 93 - Le Raincy.

VAR : M. Viaud, La Courtine, 83 - Ollioules.

BELGIQUE : F. Destryker, 2e, av. des Droits-de-l'Homme, 1070 - Bruxelles.

SUISSE : M. Enckell, 24, av. de Beaumont, 1012 - Lausanne.

Cahiers d'études trimestriels

Directeur de la publication : Anita Bernard

ABONNEMENT CINQ NUMEROS : 10 F.

C.C.P. : Marcel Viaud, 2.298-84, Marseille

Dépôt légal : 3^e trimestre 70. — C.P.P.P. n° 42954

Paris - Imprimerie La Ruche Ouvrière, 10, rue de Montmorency (3^e)

« Anarchisme et Non-Violence » adhère, en tant que publication associée,
à l'Internationale des Résistants à la guerre : War Resisters' International,
3 Caledonian Road, London, N 1.
